



Le 26 septembre 2018

L'Université d'Ottawa résilie son entente avec la FÉUO

Ottawa, ON – Compte tenu de la récente déclaration de l'Université d'Ottawa indiquant qu'elle ne reconnaîtrait plus la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa (FÉUO) comme seul syndicat pour les étudiant.e.s de premier cycle, nous, le comité exécutif, sommes déçus et découragés par les mesures prises par l'administration de l'Université d'Ottawa afin de tenté de contrôler la façon dont nous gérons et traitons nos affaires internes en tant qu'entité distincte régie par la Loi concernant les sociétés sans but lucratif.

Depuis qu'il a été informé des récentes allégations soutenues par l'ancien président, Hadi Wess, le conseil d'administration (CA) de la FÉUO a voté en faveur d'une vérification judiciaire qui a été votée à l'unanimité le dimanche 12 août 2018 (procès-verbal du conseil d'administration, pièce jointe 1). Depuis ce vote, le Comité constitutionnel du CA a travaillé sans relâche à la création et à la distribution de demandes de proposition (DP) à 20 des cabinets d'audit judiciaire les plus réputés d'Ottawa. La FÉUO a partagé ce document, qui inclut l'enquête de vérification judiciaire, avec les représentants de l'université comme demandé dans le cadre de ce processus le 28 août 2018, sans aucune réponse (courriels et DP, pièces jointes 2 et 3). Le dimanche 16 septembre 2018, le CA s'est réuni pour sa deuxième réunion officielle où il a été annoncé que PricewaterhouseCoopers (PWC) avait été choisie pour mener l'audit judiciaire de la FÉUO qui se déroule actuellement. En (2) réunions entre la FÉUO et l'administration de l'université.

Durant cette période, depuis la première réunion du CA tenu le 12 août, le président Rizki Rachiq s'est récusé de toutes questions financières et du pouvoir de signature, ce qui ne lui permet plus d'avoir accès à aucun document financier et de superviser la FÉUO (pièce jointe 4). Le président actuel et la directrice exécutive se sont également récusé d'être le point de contact avec le conseiller juridique de la FÉUO, afin qu'ils ne soient pas au courant des conversations concernant les allégations et que la FÉUO puisse prendre des décisions judicieuses et agir en conséquence des ressources à sa disposition. En date du 27 septembre 2018, Rizki, Rachiq (Président), Axel Gaga (Vice-président aux opérations) et Vanessa Dorimain (Directrice exécutive) quitteront leurs bureaux et se seront récusés de leurs fonctions jusqu'à ce que le rapport de PWC soit présenté au conseil d'administration. Par conséquent, l'exécutif sera composé de deux (2) membres: Paige Booth, Vice-présidente aux affaires externes et Présidente par intérim; et Faduma Wais, Vice-présidente aux affaires sociales.

Nous n'avons pas été parfaits. Nous avons commis des erreurs au cours de ce processus, car aucun de nous n'a jamais eu à résoudre ni prévoir l'enjeu dont il est question aujourd'hui. Nous reconnaissons cela et présentons nos excuses à vous, les étudiant.e.s pour notre manque de





communication jusqu'à maintenant. Comme comité exécutif, nous avons essayé de répondre aux préoccupations de l'Université à l'interne, cependant nous n'existons plus en tant qu'entité à cause de l'Université. Nous ne sommes pas là pour faire plaisir à l'Université ni pour gagner sa confiance. Nous sommes ici pour vous tous. Nous ferons mieux et nous engagerons à tenir notre corps étudiant informé des mises à jour à toutes les étapes de cette bataille à compter de cet instant.

Il est de plus en plus évident que l'administration de l'Université adopte une position antisyndicale sur ce campus en discutant avec d'autres représentants syndicaux en dehors de la FÉUO et en retenant les prélèvements étudiants légalement destinés à soutenir les activités de la FÉUO. Les implications de cette résiliation ne sont pas complexes, elles sont dangereuses. Dangereuses pour nous, étudiant.e.s, non seulement maintenant, mais pour les années à venir. L'administration de l'Université d'Ottawa conteste la validité d'un syndicat étudiant comme entité capable de s'organiser efficacement sur le campus et lutter pour les droits étudiants. Cela compromet également les positions des autres syndicats sur les campus, tels que l'Union des étudiants diplômés (GSAED), l'Association des professeurs de l'Université d'Ottawa (APUO), l'Association des professeurs à temps partiel de l'Université d'Ottawa (APTPUO), la section locale 2626, etc. C'est une tentative de créer un précédent permettant à l'Université de décider de l'existence légitime d'une association sur la base qu'elle la juge à la hauteur de ses attentes ou pas. Nous commencerons à voir d'autres universités, à travers le pays, suivre l'exemple de l'Université d'Ottawa et tenter de ne pas reconnaître tous les syndicats d'étudiant.e.s et d'organisations de leurs propres campus à la première occasion.

Les syndicats sur le campus, ici, à l'Université d'Ottawa et partout au pays luttent pour améliorer les conditions socio-économiques des étudiant.e.s et pour que l'éducation postsecondaire soit plus accessible et inclusive pour nous tous. À ce jour, le régime d'assurance-maladie est couvert pour tous les étudiant.e.s inscrits jusqu'en août 2019. L'entente U-Pass est toujours en vigueur avec la Ville d'Ottawa et nous ne prévoyons pas licencier nos employés.

Pour être très clair, la FÉUO n'envisage pas de quitter ses bureaux ou d'arrêter les services/programmes fournis aux étudiant.e.s, comme demandée. Nous avons une place importante dans l'université et sommes des locataires permanents du bâtiment UCU Jock Turcot. L'administration de l'Université n'était ni précise ni transparente dans le passé à propos des pratiques exactes qu'elle attend de la FÉUO et nous serons vigilants lors de nos rencontres au cours des prochains mois pour tenter de parvenir à une résolution mutuellement avantageuse.

Bien que nous soyons très ouverts à travailler avec l'Université d'Ottawa sur un nouvel accord, nous nous préparons à fonctionner avec ou sans nouvel accord. Nous nous battons chaque jour pour que notre mouvement étudiant reste fort et nous continuerons à nous battre pour les étudiant.e.s.

Comité exécutif de la FÉUO 2018-2019

